

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 27/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ELIMINAT.DECHETS INDUSTR.BOURGOGNE

5 BOULEVARD BEAUREGARD
21600 Longvic

Références : 2025-55
Code AIOT : 0005402664

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/11/2024 dans l'établissement ELIMINAT.DECHETS INDUSTR.BOURGOGNE implanté 5 BOULEVARD BEAUREGARD 21600 LONGVIC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est tenue dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'Inspection des installations classées. Le contrôle a porté sur le Plan d'Opérations Interne de l'établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELIMINAT.DECHETS INDUSTR.BOURGOGNE

- 5 BOULEVARD BEAUREGARD 21600 LONGVIC
- Code AIOT : 0005402664
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'activité de la société EDIB est le traitement et la valorisation des déchets dangereux.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Action départementale 2024 POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article L.515-41 du CE	Sans objet
2	Action départementale 2024 POI	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.515-100 du CE	Sans objet
3	Action départementale 2024 POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point a)	Sans objet
4	Action départementale 2024 POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)	Sans objet
5	Action départementale 2024 POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point d)	Sans objet
6	Action départementale 2024 POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point f)	Sans objet
7	Action départementale 2024 POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point i)	Sans objet
8	Action départementale 2024 POI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
9	Action départementale 2024 POI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a montré que l'exploitant met régulièrement à jour son Plan et que les différentes actions en cas de gestion d'incident/accident sont prises en compte. Toutefois, des améliorations peuvent être apportées à ce document.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Action départementale 2024 POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article L.515-41 du CE
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de : 1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ; 2° Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.
Constats : L'exploitant a présenté, le jour de l'inspection, la version 10 de mars 2023 de son POI. La dernière mise à jour a permis de prendre en compte la création du PPI de son établissement, la modification de certains contacts et l'ajout de dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Action départementale 2024 POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.515-100 du CE
Thème(s) : Risques accidentels, Périodicité
Prescription contrôlée : Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.
Constats : <p>La version présentée date de mars 2023. Une nouvelle mise à jour est en cours. Elle sera finalisée après le rendu du réexamen de l'étude de dangers, au cours du 1^{er} trimestre 2025. De plus, de nouveaux moyens d'extinction ont été installés et un parking sera créé en 2025 ; ces éléments seront donc à prendre en compte dans la prochaine version.</p> <p>Le dernier exercice a été réalisé le 20 septembre 2023 lors de l'exercice PPI. Un retour d'expérience a été réalisé par l'exploitant. Il remarque, par exemple, que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'appel des personnes présentes est difficile à réaliser, en particulier, pour savoir si le personnel est présent ou pas, - le poste de commandement est à déplacer, l'endroit étant trop petit pour contenir toutes les personnes qui interviennent, - des contacts ont été mal identifiés et les numéros associés incorrects. <p>En mai 2024, le POI a aussi été déclenché suite à un accident de personne. L'organisation de la gestion de crise s'est calquée sur l'organisation décrite dans le POI.</p> <p>Un nouvel exercice est programmé courant du mois de décembre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Action départementale 2024 POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point a)
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Prescription contrôlée : L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination
Constats : Dans son POI, l'exploitant dresse la liste des personnes habilitées à déclencher les procédures d'urgences. La liste des ces personnes est associée à leur fonction au sein de l'entreprise.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Action départementale 2024 POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Prescription contrôlée : L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
Constats : Sur la base de son étude de dangers, l'exploitant a rédigé 15 fiches évènements représentant chacune un scénario. Dans chaque fiche, on retrouve le lieu de l'accident, l'évènement redouté, l'évènement initial, les intérêts à proximité, les moyens d'intervention à déployer, la cinétique de l'accident, les actions réflexes et une modélisation des effets thermiques. Pour chaque évènement, une fiche d'action est décrite avec qui fait quelle action et comment. Une check-list des actions réflexes est, d'ailleurs, associée permettant aux personnes intervenantes de tracer leurs actions via l'heure de réalisation et leur signature.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Action départementale 2024 POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point d)
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Prescription contrôlée :

<p>L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.</p> <p>d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans ce POI, on retrouve 4 logigrammes appelés « schémas d'alerte » permettant de connaître les actions à réaliser en cas de gestion de crise. Ils décrivent 4 situations différentes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en période d'activité, - en cas de confinement du personnel (qui est, en réalité, une mise à l'abri), - en période hors d'activité (nuit, week-end et jours fériés), - en cas de déversement accidentel. <p>Ces schémas permettent de connaître les actions principales, les questions importantes à se poser et les dispositions qui en découlent.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Action départementale 2024 POI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point f)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.</p> <p>f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Le POI fait référence à un référent « sécurité incendie » qui permettra de faire l'intermédiaire entre le DOI et les services de secours en cas d'incident. Un seul nom est donné pour ce rôle. Il serait utile de nommer un suppléant en cas d'absence du référent principal.</p> <p>Le POI est doté d'un plan complet comprenant les moyens de lutte principaux, la localisation des différentes installations associées aux pictogrammes des risques, l'armoire électrique, les vannes de confinement...</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le POI doit envisager de nommer un suppléant au référent « sécurité incendie » en cas d'absence du référent principal.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
N° 7 : Action départementale 2024 POI
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point i)
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.</p> <p>i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, en adéquation avec les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une page sur cette thématique a été rajoutée lors de la dernière mise à jour du POI. Elle présente le matériel disponible sur le site pour réaliser ces prélèvements, le personnel étant formé à ces pratiques. Les cadres d'astreinte ont également été formés pour faire ces prélèvements. Concernant, ensuite, les analyses, l'exploitant travaille avec un laboratoire capable de les prendre en charge 24h sur 24.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
N° 8 : Action départementale 2024 POI
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un état des stocks accessible en permanence et à l'extérieur. L'inventaire est vérifié chaque fin de journée de travail. Les fiches de données de sécurité sont également mises à disposition.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
N° 9 : Action départementale 2024 POI
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées pour services de secours
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. [...]</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état des stocks est complet et inventorié par zone de travail. Il reprend le type de déchets, le type de conditionnement, la filière, la quantité, le poids, les risques sanitaires, physiques et environnementaux et la rubrique ICPE associée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite